

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

20 ANS

Compte rendu de table ronde
**En route vers les élections
présidentielles américaines de 2016**

Par Isabelle Lemay, collaboratrice, Chaire Raoul-Dandurand



MERCREDI 27 JANVIER 2016 – 12H À 14H
RADIO-CANADA
MONTRÉAL

PRÉSENTATION

L'année 2016 s'ouvre avec les élections primaires américaines et se soldera par l'élection du (de la) 45^e président(e) des États-Unis. À quelques jours des premiers caucus démocrate et républicain, les experts ont discuté de ce que réserve cette année électorale. Les panélistes ont exposé la complexité des mécanismes électoraux américains et analysé les courses à l'investiture démocrate et républicaine. Ils ont examiné les enjeux potentiellement déterminants de ces élections, autant en politique intérieure qu'étrangère, et offert une perspective croisée avec les enjeux d'intérêt pour le Québec et le Canada.

Animée par **Anne-Marie Dussault**, animatrice, *24 heures en 60 minutes*, RDI.

Conférenciers :

- **Christophe Cloutier**, chercheur en résidence, Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand ; candidat au doctorat en science politique, UQAM.
- **Charles-Philippe David**, titulaire, Chaire Raoul-Dandurand ; Président, Observatoire sur les États-Unis ; professeur, département de science politique, UQAM.
- **Frédéric Gagnon**, directeur, Observatoire sur les États-Unis , Chaire Raoul-Dandurand ; professeur, département de science politique, UQAM.
- **Rafael Jacob**, chercheur associé, Observatoire sur les États-Unis , Chaire Raoul-Dandurand ; doctorant en science politique, Université Temple.
- **Karine Prémont**, membre externe, Observatoire sur les États-Unis , Chaire Raoul-Dandurand ; professeure, École de science politique appliquée, Université de Sherbrooke.
- **Julien Turreille**, directeur adjoint, Observatoire sur les États-Unis , Chaire Raoul-Dandurand ; docteur en science politique ; chargé de cours, UQAM.
- **Élisabeth Vallet**, chercheuse en résidence, Observatoire sur les États-Unis et directrice scientifique, Chaire Raoul-Dandurand ; professeure associée, département de géographie, UQAM.

Anne-Marie Dussault ouvre la discussion en demandant **en quoi le caucus de l'Iowa et les primaires du New Hampshire sont importants à observer.**

D'entrée de jeu, Élisabeth Vallet explique que l'Iowa, premier État à voter, ne décidera de rien lors du 1^{er} février. Il s'agit en fait du dernier État à tenir sa convention finale ; le résultat réel ne sera donc connu qu'en juin. Toutefois, les caucus de l'Iowa représentent le coup d'envoi, un indicateur des soutiens potentiels. Statistiquement, les candidats présidentiels gagnent toujours, sauf exception (Clinton en 1992), l'Iowa ou le New Hampshire. Pour les républicains, un candidat doit gagner l'Iowa ou le New Hampshire et la Caroline du Sud. Sachant qu'il y a un certain nombre de points de passage obligés, les caucus de l'Iowa et les primaires du New Hampshire sont intéressants à observer à cet égard.

Élisabeth Vallet insiste aussi sur le côté folklorique des caucus de l'Iowa, organisés par les partis suite à un financement partisan. Au New Hampshire, il s'agit d'une primaire mixte, organisée par l'État en question et sous son financement. Les délégués élus seront liés par le vote de leurs électeurs.

Anne-Marie Dussault se demande **pourquoi certains candidats accordent une grande importance à l'Iowa alors que d'autres, comme Jeb Bush, ne s'en préoccupent pas.**

Outre le fait qu'un candidat républicain puisse écarter l'Iowa en autant qu'il gagne le New Hampshire et la Caroline du Sud, Élisabeth Vallet évoque le resserrement des règles qu'a exercé le comité national républicain suite aux élections de 2012. En limitant l'accès aux débats des candidats récoltant peu de support, en réduisant le nombre de débats et en compressant le calendrier, le comité visait à éviter une pléthore de candidats fantaisistes. Or, ces règles ont plutôt ouvert la voie à des candidats comme Donald Trump.

Ainsi, quels sont les candidats les plus susceptibles de remporter l'investiture républicaine, s'interroge Anne-Marie Dussault ?

Rafael Jacob estime que six candidats républicains sur les douze toujours en liste peuvent encore avoir un certain impact sur la course. La course se joue autour de deux divisions : celle de l'establishment (Jeb Bush, Marco Rubio, John Kasich, Chris Christie) et celle de l'anti-establishment (Ted Cruz, Donald Trump).

Rafael Jacob souligne l'importance d'observer ces dynamiques, qui rendent la course très imprévisible. Les candidats de l'establishment s'attaquent mutuellement, et dépendent très peu pour attaquer les candidats de l'anti-establishment. Jeb Bush, par

exemple, a dépensé 20 millions de dollars en publicités négatives depuis le début de 2016 pour attaquer Marco Rubio. Cette démolition au sein-même de ce groupe a un impact réel sur la suite de la course.

Ultimement, l'élite du parti républicain a comme objectif d'en arriver à un duel entre deux finalistes, issus de l'une et l'autre des divisions. L'establishment du parti considère qu'il est impossible de battre Cruz et Trump simultanément, et désire donc les éliminer en deux temps. Ainsi, plusieurs républicains (Bob Dole, Trent Lott, Terry Branstad) ont appelé à rejeter Cruz en Iowa, dans le but de l'éliminer. Le candidat de l'establishment, une fois déterminé, se battrait ensuite contre Trump. Il s'agit d'une stratégie extraordinairement risquée, et Trump a certainement une chance de remporter l'investiture.

Anne-Marie Dussault poursuit avec la course à l'investiture démocrate : **avec Bernie Sanders qui prend du coffre, comment analyser son impact sur la candidature d'Hillary Clinton ?**

Rafael Jacob considère que la pente à laquelle fait face Sanders est considérable. L'establishment démocrate appuie massivement la candidature de Clinton. Si Sanders devait remporter l'Iowa et le New Hampshire, l'establishment du parti paniquerait, et il serait alors difficile d'en prédire l'impact sur la candidature de Clinton. À l'inverse, si elle est capable de remporter les premiers États, il serait extrêmement difficile pour quelqu'un d'autre de la rattraper.

Pour Christophe Cloutier, Sanders semble jouer les trouble-fêtes. La candidature de Clinton, et ce depuis la réélection d'Obama en 2012, avait un caractère d'inévitabilité. On considérait qu'elle était la seule candidate crédible, et présenter une femme était attrayant pour le parti démocrate, qui recherche à être celui des premières historiques. Clinton était et demeure la personne la plus qualifiée à présenter sa candidature depuis – à tout le moins – Bush père (1988). Si le couronnement annoncé n'aura pas lieu, il demeure difficile à ce stade-ci de voir comment Clinton pourrait échapper à l'investiture.

Quels sont les défis qui attendent Clinton lors de la course à l'investiture et éventuellement lors de l'élection générale, poursuit Anne-Marie Dussault ?

Christophe Cloutier rappelle les récents sondages, qui indiquent que la démocrate gagnerait de peu contre Trump, et perdrait contre Rubio et Cruz. La course n'est pas gagnée pour elle, et trois principaux défis l'attendent.

Après de l'électorat démocrate, Clinton doit d'abord présenter une candidature véritablement inspirante. La polarisation idéologique croissante de la politique aux États-Unis explique la popularité de Sanders, qui s'affiche ouvertement socialiste. Ce dernier force Clinton à se cantonner sur des enjeux de gauche, et remet en question du

même coup son côté progressiste. Paradoxalement à son expérience politique, il demeure difficile de situer Clinton idéologiquement au sein du parti. Elle doit prendre acte du tournant à gauche de l'électorat démocrate et présenter un programme résolument progressiste.

La question de l'image constitue un deuxième défi pour Clinton, particulièrement lors d'une éventuelle élection générale. Alors que les électeurs s'attachent aux candidats hors de l'establishment, Clinton est sur les devants de la scène politique depuis plus de 25 ans. Arrivera-t-elle à se présenter comme une candidate proche des électeurs ? Finalement, Clinton doit aussi échapper à son passé. Les frasques sexuelles de son mari, la question des courriels envoyés lorsque secrétaire d'État, le scandale de Benghazi, sont autant d'impondérables lors de cette campagne et pourraient potentiellement jouer contre elle.

Les campagnes se jouent aussi sur des enjeux, rappelle Anne-Marie Dussault. Lesquels pourraient être déterminants lors de ces élections ?

Karine Prémont insiste qu'en bout de ligne, c'est l'état de l'économie qui pèse dans la décision des électeurs. Si les indicateurs économiques globaux sont meilleurs qu'en 2012 aux États-Unis, les conditions de vie n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise de 2008. L'économie est la préoccupation principale des Américains, et il est intéressant de considérer à quel point l'économie viendra complexifier et s'amalgamer à d'autres enjeux.

À ces incertitudes économiques s'ajoute une méfiance face à l'immigration, et une perception selon laquelle le gouvernement fédéral abuse de ses pouvoirs, ou alors est complètement dysfonctionnel. Les plus désabusés de ces électeurs sont les *middle Americans*, qui considèrent avoir le plus perdu avec la crise.

La clé de l'élection américaine est de déterminer au profit de *qui* ils ont perdu. Au profit des mieux nantis ? Ils seront alors attirés par Sanders. Est-ce la faute aux immigrants et aux minorités ? Ils iront alors vers un discours à la Trump. Est-ce le système fédéral et les politiciens qui les ont abandonnés, comme le disent Cruz et Rubio ? Est-ce la faute aux présidents antérieurs, comme le diraient Clinton et Bush ? S'il est difficile d'isoler laquelle de ces explications comptera davantage, les *middle Americans* sont le groupe d'électeurs qu'il faut surveiller.

Karine Prémont ajoute que sous le couvert des débats sur l'immigration, on décèle surtout un malaise identitaire. Devant les changements démographiques importants aux États-Unis (l'électorat blanc passera sous la barre des 50% en 2050), les *middle Americans* craignent de perdre leur emprise. Les partis politiques jouent cette carte, en particulier le parti démocrate, en ciblant des électors très précis afin d'obtenir leur vote (jeunes, femmes, hispanophones, par exemple). Par le fait-même, on oublie de présenter un projet porteur, et certains se sentent nécessairement exclus.

Karine Prémont note toutefois que si la Cour Suprême entérine le décret d'Obama visant à régulariser la situation de plusieurs immigrants clandestins (juin 2016), l'enjeu de l'immigration pourrait être rapidement écarté de la campagne.

Qu'en est-il des questions sécuritaires, demande Anne-Marie Dussault ?

Charles-Philippe David souligne que les enjeux sécuritaires sont une préoccupation majeure des Américains, et rivalisent avec l'économie à ce titre. Le risque sécuritaire est le joker non-annoncé, la surprise d'octobre qui change l'allure d'une campagne. Ainsi, quels événements arriveront d'ici novembre, aux États-Unis ou à l'étranger, pour faire dévier de sa course les campagnes, et amener dans le débat cet enjeu sécuritaire, sur lequel renchériront les médias ?

Plus spécifiquement, le débat qui entoure la stratégie américaine en Irak et en Syrie pour contrer l'Organisation de l'État islamique (O.É.I.) s'insérera certainement dans la campagne. L'appui envers la stratégie d'Obama a fléchi après les événements de San Bernardino, alors que la réaction de Trump (empêcher les musulmans d'entrer aux États-Unis) fut un tournant (*game changer*) dans la campagne et continue d'avoir des répercussions. De vigoureux débats entre les candidats sur cet enjeu sécuritaire sont à prévoir dans les mois à venir.

Finalement, Charles-Philippe David rappelle que les Américains s'appuient ultimement sur deux critères pour choisir leur président : d'une part, il doit y avoir une connexion affective ; d'autre part, il s'agit de décider *qui* ferait le, ou la meilleur(e) commandant en chef en cas de crise. Considérant que sur les questions de sécurité, les candidats républicains sont des enfants d'école (Trump : empêcher les musulmans d'entrer ; Cruz : faire du *carpet bombing* pour régler la question de l'O.E.I.), se poser la question, c'est d'y répondre.

Dans la foulée de ces remarques, **quels enjeux de politique étrangère pourraient s'imposer dans la campagne,** se demande Anne-Marie Dussault ?

Julien Turreille précise d'entrée de jeu qu'il est assez rare qu'un enjeu de politique étrangère soit déterminant dans le cadre d'élections. Néanmoins et pour rebondir sur les propos de Charles-Philippe David, l'enjeu principal en politique étrangère est sans contredit celui de la crédibilité dans la lutte contre le terrorisme. Actuellement, le parti républicain est vu par les Américains comme le meilleur parti pour assurer la sécurité du pays, avec 15 à 20 points d'avance par rapport aux démocrates. La cote de confiance envers Obama s'est considérablement érodée avec la montée de l'O.E.I., que le président avait jusqu'alors qualifié de groupe tout à fait secondaire.

Clinton étant étroitement associée au bilan d'Obama en matière de politique étrangère, il devient assez difficile pour la candidate de naviguer dans un tel contexte.

Un faisceau de dossiers s'amalgament pour lui rendre la tâche délicate, que l'on parle de Benghazi, de l'ascension de l'O.E.I., de la non-intervention en Syrie, ou encore d'un désintéret allégué d'Obama envers le dossier irakien suite au retrait des troupes américaines.

Julien Tourreille affirme que le dossier de l'Iran pourrait également s'inviter dans la campagne. Les Iraniens ont déjà mis en application les conditions fixées dans l'accord signé en juillet 2015, plusieurs mois plus tôt que prévu. Il sera intéressant d'observer comment les candidats réagissent. Déjà, deux lectures émergent : d'une part, les partisans de l'accord affirment que les Iraniens ont accepté de jouer le jeu ; d'autre part, les critiques, en partie au sein du parti républicain, affirment qu'il s'agit d'une duperie de la part de l'Iran.

Julien Tourreille ajoute que le dossier de l'Afghanistan n'est pas à enlever du radar. Obama a décidé de maintenir un nombre assez élevé de troupes en Afghanistan, là où la situation sécuritaire demeure instable, et le prochain président aura ce dossier à gérer. Si l'enjeu ne s'insérera peut-être pas dans les primaires, il ne serait pas étonnant qu'il revienne lors de l'élection générale.

Outre les élections présidentielles, d'autres élections ont lieu en novembre prochain, fait remarquer Anne-Marie Dussault. **Quelles sont celles à surveiller et quel est l'impact de cette élection américaine sur le Canada et le Québec ?**

Frédéric Gagnon rappelle que la Maison-Blanche, en ce moment, est un voilier démocrate dans un océan républicain. Si le prochain président est démocrate et qu'il désire poursuivre l'héritage d'Obama, comme Clinton et Sanders ont promis de le faire, il est absolument essentiel d'obtenir des appuis plus forts au Congrès. L'enjeu, pour les démocrates, consiste donc à reprendre le contrôle des deux chambres, actuellement républicaines. Si la tâche sera difficile pour la Chambre des représentants, avec une trentaine de sièges à reprendre, c'est toutefois possible pour le Sénat (cinq sièges sont à reprendre). Certaines courses sénatoriales sont particulièrement à surveiller (p. ex. sièges laissés vacants par le républicain Marco Rubio en Floride et le démocrate Harry Reid au Nevada).

Des milliers de courses auront également lieu au palier du gouvernement des États, aux postes de gouverneur et aux législatures d'État. Encore une fois, l'océan est républicain : 31 postes de gouverneurs sur les 50 appartiennent aux républicains en ce moment (12 postes sont en jeu en 2016), et 68 des 99 législatures d'État sont républicaines – les républicains détiennent un nombre de sièges au sein des législatures d'État jamais atteint depuis 1920. Ceci constitue un frein considérable à la modification des règlements d'État sur des questions comme les armes à feu ou l'immigration, malgré la volonté d'Obama d'agir. Ces courses s'avèrent donc déterminantes pour l'avenir du pays.

Frédéric Gagnon insiste : pour connaître ce que l'on dit à propos du Canada et du Québec, les courses locales dans les États voisins sont absolument essentielles à surveiller. L'on ne regarde pas au bon endroit en se concentrant sur les présidentielles. S'agissant du Québec, on suivra donc l'État de New York, le New Hampshire, le Vermont et le Maine.

On remarquera alors qu'en 2014, le transport ferroviaire du pétrole fut un enjeu lors des élections dans l'État de New York, suite au drame de Lac-Mégantic. Au Maine, suite aux attentats de St-Jean-sur-Richelieu et d'Ottawa, la candidate Susan Collins (élue sénatrice) avait affirmé qu'elle était plus inquiète de la sécurité à la frontière avec le Canada que celle avec le Mexique. On pourrait très bien discuter à nouveau de sécurité frontalière en 2016. On parlait aussi du Québec au Vermont, alors que la construction de l'oléoduc Addison-Rutland, promu par l'entreprise québécoise Gaz Métro, était au cœur des préoccupations des électeurs. Il y aura d'ailleurs élections pour le poste de gouverneur du Vermont en 2016, alors que Peter Shumlin, un allié de Philippe Couillard, quitte son siège.

En 2016, on parlera aussi du Québec au New Hampshire, au sujet du *Northern Pass* - un projet controversé d'Hydro-Québec d'implanter une ligne de transmission au travers des montagnes blanches afin d'exporter son hydroélectricité à la Nouvelle-Angleterre. La gouverneure démocrate Maggie Hassan – la plus farouchement opposée au projet - quitte son siège, et il s'agira donc d'une course absolument essentielle pour le Québec.

En guise de conclusion, demande Anne-Marie Dussault, **en quoi cette élection pourrait avoir un caractère historique ?**

Pour Charles-Philippe David, il sera intéressant d'observer si la majorité silencieuse l'emportera sur la minorité en colère qui s'exprime actuellement dans ces élections. Le défi qui attend les deux candidats est ultimement de mobiliser l'électorat à aller voter. Or, si Clinton arrive à mobiliser l'électorat hispanique, féminin et afro-américain, elle a toutes les chances de gagner, puisque Trump – si c'est lui – aura fait le plein des enragés. À moins de surprises incroyables portant atteinte à l'économie et à la sécurité, peut-on s'attendre à un grand revers du parti républicain et à un raz-de-marée démocrate ? Malgré ce portrait caricatural et l'incertitude, il n'en demeure pas moins que le choix de Trump peut plaire énormément à une base républicaine, mais déplaire énormément à une majorité silencieuse qui ne voudra pas se risquer à le choisir comme président.

Julien Turreille s'intéresse à observer l'impact de Trump sur la pensée républicaine en politique étrangère. Trump est en fait en rupture de ban avec l'orthodoxie républicaine en matière de politique étrangère. Cette dernière consiste à vouloir assurer le leadership des États-Unis sur la scène internationale, et pour ce faire à investir dans l'appareil militaire pour détenir un outil de défense fort. Trump plait à une partie de l'électorat américain en colère, car il affirme que l'engagement des États-Unis dans le

monde coûte cher alors qu'il ne rapporte pas assez ; que les alliés des États-Unis, pourtant riches (Allemagne, Japon, Corée du Sud) n'en font pas assez pour leur propre défense. Bien que l'analyse soit un peu simpliste, elle a une résonance puisqu'elle touche cette idée plus générale que dans un monde ouvert depuis la fin de la guerre froide, la classe moyenne n'a pas vraiment gagné de la mondialisation.

Rafael Jacob en revient à la première ligne du mémo de James Carvin, ancien conseiller de Bill Clinton (1992) : « *Change versus more of the same* ».

Pour Karine Prémont, il sera intéressant d'observer qui des républicains ou des démocrates sera capable de donner un sentiment d'unité, ou à tout le moins de rassembler toutes ces diverses colères au sein d'un même mouvement. Pour l'anecdote, la dernière fois que les Américains ont considéré en majorité que leur pays était sur la bonne voie, c'était au début de la guerre en Irak. Ultimement, il faudra trouver une façon de redonner confiance aux Américains. Il est également intéressant d'observer comment les médias jouent ce jeu de la division, de la polarité, du spectacle – et comment cela contribue à cette colère. Finalement, arrivera-t-on à mobiliser via les réseaux sociaux comme Obama l'a fait, ou est-ce devenu un outil comme un autre ?

Christophe Cloutier est frappé par l'aboutissement du processus de polarisation – voire d'éclatement – idéologique de la société américaine. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, on décrivait souvent les États-Unis comme une société de consensus libéral. Aujourd'hui, des candidats comme le conservateur Goldwater (1964) et l'ultra-libéral McGovern (1972) ne détoneraient plus au sein de leurs partis respectifs. Rubio, que l'on nous représente comme un candidat modéré du parti républicain, est lui-même un ultra-conservateur. Le processus de polarisation est très entamé au sein de la société américaine, et l'on peut se demander si des candidatures comme celles de Trump et de Sanders ne seront pas appelées à se multiplier au cours des prochains cycles électoraux.

Pour Frédérick Gagnon, l'une des leçons de cette élection est que les dirigeants du parti républicain n'avaient rien compris. La leçon tirée par les républicains au lendemain de 2012 était qu'en 2016, il leur fallait un Romney, mais avec une position plus douce sur la question de l'immigration (David Frum, 2016). Or, Trump est complètement l'inverse : il est plus *soft* que Romney sur à un peu près tout, sauf sur la question de l'immigration. Peut-être que Trump ne gagnera pas, mais s'il gagne - ou s'il se rend très loin -, sa candidature aura pour conséquence d'élargir le champ des possibles pour les prochaines candidatures aux élections présidentielles. La « peoplisation » de la politique est poussée à l'extrême avec la candidature de Trump. Cela révèle que l'électorat ne déteste pas que des gens ne correspondant pas au modèle présidentiel classique et ne provenant pas des trajectoires habituelles puissent occuper un tel poste.

Élisabeth Vallet considère qu'il faut regarder ce que cette élection va laisser. D'abord, l'arrivée de Trump aura libéré une forme de parole extrémiste, misogyne,

fondamentaliste et raciste. Par ailleurs, quel appel d'air pour les femmes constituerait l'élection d'Hillary Clinton (épiphénomène, ou véritable plafond de verre que l'on brise), et quelle conséquence constituerait sa non-élection (p. ex. une douche froide, comme avec Geraldine Ferraro) ? Finalement, à chaque cycle électoral depuis quelques cycles électoraux, comme l'explique E.J. Dionne, on interpelle les gens des extrêmes et on les galvanise. Quand arrive l'exercice du pouvoir, le système politique américain contraint à faire des compromis ; ces gens sont déçus et arrivent au prochain cycle électoral encore plus en colère. C'est peut-être ce cercle que l'on est en train de générer si Trump n'est pas élu ?

